

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

supplément suisse no 14
1er déc. 78 - 15 janv. 79

face à la crise :

NON A LA DEFENSE DE L'ECONOMIE NATIONALE !

Contrairement aux inovateurs de tout acabit sur les "voies nouvelles menant au socialisme", nous n'avons jamais douté de la justesse des lois économiques du Capital élucidées par Marx au siècle dernier. Polémiquant dans le second après-guerre contre tous les théoriciens de l'ouverture d'une nouvelle ère de prospérité qui supprimerait les inégalités sociales, notre courant a, durant cette difficile période d'unanimité productiviste, défendu contre vents et marées la thèse qu'après une longue période d'accumulation capitaliste rendue possible par 5 années de guerre impérialiste, succéderait inévitablement une période d'instabilité concécutive à la montée des antagonismes économiques, sociaux et politiques découlant d'une surproduction de marchandises et de Capital.

C'est dans la certitude qu'après la phase d'accumulation forcenée succéderait une phase de crise, que notre parti a restauré et défendu la doctrine invariante du marxisme, luttant seul contre le courant qui veut que le capitalisme du second après-guerre soit d'une nature différente de celui des époques précédentes.

Aujourd'hui, la réalité de la crise confirme que les lois du développement capitaliste décrites par Marx sont toujours valables et n'ont nul besoin d'être améliorées :

- C'est la surproduction de marchandises qui, engorgeant les marchés devenus trop étroits, crée les crises capitalistes.

- C'est la lutte pour l'appropriation de nouveaux marchés ou la conservation des anciens qui est la cause des affrontements entre divers impérialismes.

- C'est dans la guerre impérialiste que se résolvent pour un temps donné les affrontements entre impérialismes.

Mais l'entrée en crise du capitalisme mondial, non seulement confirme la vision marxiste de ce mode de production, mais elle révèle aux yeux de tous toute une série de faits que les communistes avaient mis en évidence depuis longtemps.

La crise mondiale voit s'aligner dans chaque pays l'ensemble des forces politiques derrière sa bourgeoisie et son Etat. Notre courant, qui avait démontré après le premier après-guerre dans les années 30 que l'abandon des principes intangibles du communisme signifiait une capitulation devant la bour-

geoisie, c'est constitué en parti dans l'immédiat second après-guerre sur la base du bilan politique que l'Internationale avait basculée dans le camp de la contre-révolution et que plus rien en elle n'était à sauver. Ce bilan fondamental, dont nous n'avons pas à retracer ici les étapes, trouve sa pleine confirmation dans l'alignement de tous les partis nationaux communistes des divers pays sur une politique de défense inconditionnelle de l'ECONOMIE NATIONALE.

Tous les partis nationaux-communistes sans exception, propagent à qui le mieux dans les rangs prolétariens, l'idée que le sort des ouvriers est lié à la santé de l'économie nationale et de ses diverses entreprises. Dans tous les pays, les pseudos partis ouvriers se sont portés à la tête des défenseurs des entreprises nationales et secteurs clef de l'économie. En Suisse, la "Voix Ouvrière" (Parti du Travail) non seulement s'est félicité de l'action des défenseurs de l'industrie horlogère menacée par la concu-

rence étrangère, mais encore s'est mis résolument à leur tête.

Quant aux courants gauchistes qui confondent l'unité des prolétaires à la base avec l'unité d'action de l'ensemble des forces politiques et syndicales opportunistes, ils révèlent non seulement leur inqualifiable crasse politique mais également leur véritable nature de portedrapeaux de la contre-révolution sous une phraséologie de "gauche radicale", attitude classique du centrisme tant de fois dénoncé par les communistes authentiques.

L'entrée en crise du système capitaliste n'est pas pour les communistes un prétexte à gérémiades. Elle est au contraire un grand espoir de voir mûrir les conditions objectives qui demain pousseront les masses prolétariennes à se défendre avec leurs armes de classe contre le Capital.

C'est l'apparition de ces mouvements de classes que les communistes entendent renforcer, unifier en un seul et puissant mouvement capable d'en finir une

fois pour toute avec cet ordre infâme. C'est en s'appuyant sur de tels mouvements que les communistes entendent renforcer et développer leur direction en liant les revendications partielles aux revendications générales de l'abolition de l'Etat bourgeois.

La crise démontre la justesse du marxisme. Elle agit comme un révélateur pour les diverses forces politiques. C'est aux communistes, par leur travail patient et opiniâtre dans les luttes qui se développent sur le terrain des antagonismes montants, qu'il revient le devoir de trouver l'issue révolutionnaire à la crise.

La montée des antagonismes est un phénomène objectif qui se développe indépendamment de la conscience qu'en ont les hommes. Mais il revient aux communistes l'immense responsabilité d'imprimer aux luttes inévitables une direction vers la seule issue possible: LA CONQUETE DU PCUVOIR, par l'instauration de la dictature prolétarienne, préalable nécessaire à la destruction du capitalisme.

LA GREVE GENERALE DE 1918 :

des leçons à tirer !

Lorsque la guerre impérialiste éclatait en 1914, tous les social-chauvins de la IIème Internationale oublièrent leurs belles paroles du Congrès de Bâle en 1912 où ils appelaient les prolétaires de tous les pays à ne pas participer à la guerre, et votèrent les crédits de guerre, offrant ainsi aux canons de la "Patrie en danger" la chair de la classe ouvrière. En Suisse le PSS suivra le même chemin en donnant les pleins pouvoirs au Conseil fédéral en août 1914. Il offrait donc la possibilité à la bourgeoisie de disposer de la vie des ouvriers pour la défense du capitalisme helvétique et d'exercer sur eux toutes les pressions rendues nécessaires par la guerre impérialiste. Le Capital s'attaqua donc durement aux conditions de vie des ouvriers, par une baisse brutale des salaires. Cette aggravation

des conditions de vie entraîna une riposte ouvrière toujours plus large dès 1917. En 1916 éclatèrent 35 grèves auxquelles participèrent 3330 ouvriers, l'année suivante, 140 grèves mirent en mouvement 13459 ouvriers, et en 1918 enfin, les grèves passèrent au nombre de 268 entraînant 24382 ouvriers.

Pour le Capital suisse, qui non seulement voyait sa classe ouvrière se radicaliser dans les luttes immédiates et porter atteinte à ses profits, mais aussi jetait un oeil inquiet sur la Russie bolchévique et la montée des luttes en Europe, il fallait agir avec fermeté et efficacité pour mater les prolétaires qui osaient se battre pour la défense de leurs intérêts élémentaires. Cette efficacité, le Capital ne pouvait mieux la trouver qu'en situant

sa défense à deux niveaux, celui de l'action directe de représaille et celui du sabotage de la lutte ouvrière.

L'action directe se concrétisera par une levée des troupes et l'occupation par l'armée de la ville de Zürich où se développaient les principaux foyers d'agitation ouvrière. Cette décision fut prise par le Conseil fédéral le 5 novembre 1918 en s'appuyant sur ses pleins pouvoirs votés par le PSS même.

Quant à l'action de sabotage - et c'est celle-ci qui retient notre attention dans cet article - elle commence par la formation du "Comité d'Olten" le 1er février 1918, à l'initiative du centriste Grimm (qui fut plus tard exclu de l'Internationale Communiste pour sa collaboration avec le Conseil fédé-

ral). Ce Comité regroupant la direction du PSS, la fraction socialiste au Parlement et quelques représentants de la presse "socialiste", mit sur pied un programme de revendication en fermé dans un cadre réformiste étroit, et dont la conséquence objective était de tendre une perche à l'Etat pour le convaincre de donner un os à ronger à la classe ouvrière s'il ne voulait pas affronter l'inévitable radicalisation et extension des luttes immédiates.

Craignant par dessus tout la colère ouvrière, le CAO répondra à la levée des troupes de Zürich par une "grève de protestation" de 24 heures, déclenchée le samedi (!) 9 novembre. Le CAO pensait bien que cette grève bidon serait suffisante comme exutoire à la combattivité de la classe ouvrière et qu'elle sauverait la face des directions politiques et syndicales opportunistes. Le 10 novembre, le CAO envisageait donc déjà des négociations avec le Conseil fédéral pour demander le retrait des troupes de Zürich. Schéma classique: on prétend mobiliser la classe ouvrière contre une attaque bourgeoise, mais en réalité on ne fait que préparer le terrain à la négociation et à la démobilisation ouvrière!

Mais à Zürich, où siège le Comité directeur du PSS et où le mouvement gréviste est le plus ferme, on estime dans les milieux dirigeants de l'opportunisme la grève de protestation (d'ailleurs limitée à 19 localités et excluant les cheminots !!!) insuffisante à maintenir la poussée des masses. Nobs, futur maire de Zürich et premier conseiller fédéral socialiste en 1943, déclara: "Si nous faisons défection, les masses continueront en nous passant par dessus!"

Grimm, président du CAO à Berne, devant la décision des zurichois de poursuivre le mouvement ne trouva rien de mieux que de contacter le Conseil fédéral pour le supplier de retirer les troupes de Zürich pour éviter le recours à la grève générale! Devant le refus du Conseil fédéral, le CAO, qui redoutait toujours de se faire déborder par le mouvement réel, élargira la revendication du retrait des troupes à un éventail de mesure offrant de plus grande possibilités de compromis et de marchandage et portant le mouvement sur le terrain de la lutte réformiste et parlementaire. C'est ainsi que la semaine de 48 heures (alors que partout en Europe on se battait pour les 40 heures!) ou même l'assurance vieillesse et invalidité, étaient noyées dans la réélection du Conseil national à la proportionnelle, de la réorganisation du ravitaillement (!), de la démocratisation de l'armée, et autres revendications qui ne cutaient rien à l'Etat sinon un peu plus de démocratie et la participation de socialistes à l'appareil d'Etat.

Le 11 novembre à minuit le CAO déclare donc la grève générale en espérant bien qu'elle soit de courte durée, qu'elle ne débordât pas du cadre prescrit et surtout qu'elle illusionne suffisamment les ouvriers pour leur faire perdre leur volonté de combat.

La nature antiouvrière du CAO ne peut être mieux démontrée qu'en examinant sa composition. On y trouve en effet deux notables socialistes: l'un du nom d'Oskar Schneeberger, président de l'USS, était aussi président de la police bernoise, et l'autre du nom de Gustav Müller, président du PSS en 1919, lieutenant-colonel d'artillerie, était président de la ville de Berne. Ces deux éminentes personnalités faisaient partie, avec Grimm, de l'exécutif municipal de Berne, à majorité socialiste, qui lança un appel aux ouvriers et employés de l'administration pour les menacer de répression au cas où ils feraient la grève!!! On y

trouvait aussi un certain Konrad Illg, futur signataire pour la FOMH de la première Paix du Travail en 1937.

Devant un tel sabotage la bourgeoisie, malgré ses cris de goret effrayé, pouvait être tranquille. Il aura suffi que le 13 novembre le Conseil fédéral lance un ultimatum exigeant l'arrêt immédiat de la grève pour que le CAO déclare le lendemain la fin du mouvement et envoie ses sbires dans toutes les villes combattives (comme Bâle) pour convaincre les ouvriers réticents devant une telle capitulation.

A peine déclarée que déjà arrêtée, la grève générale, qui s'était d'ailleurs déroulée dans l'impréparation totale, empêchant toute possibilité réelle de coordination et de renforcement du mouvement à l'échelle nationale, a joué pleinement son rôle d'exutoire à la combattivité ouvrière et de désorganisation des rangs ouvriers. La victoire du Capital accordée sans combat par la capitulation absolue du CAO devait mettre un terme au seul mouvement où la classe ouvrière en Suisse trouvait des conditions favorables pour renforcer son unité et sa force dans le rapport de force engagé avec la bourgeoisie.

Le 11 novembre 1978, toute la presse opportuniste fêtait cet événement en cachant surtout la fonction de sabotage remplie par le CAO et en ne gardant de cette grève que l'image mystifiée de 300'000 ouvriers dans la rue. Si nous rappelons cet épisode historique ce n'est pas tellement par souci commémoratif, mais pour rappeler que, derrière ceux qui parlent encore de grève lorsqu'ils sentent perdre le contrôle de la paix sociale, se cachent en réalité les défenseurs du Capital, de la Patrie, de l'aristocratie ouvrière et que la grève si elle n'est pas orientée sur des bases de classe clairement définies, c'

est-à-dire la grève conçue comme arme fondamentale et non comme moyen éventuel d'ultime recours, peut être employée par l'opportunisme pour briser les mouvements de résistance aux attaques du Capital.

En France l'opportunisme utilise la grève pour dresser les ouvriers entre eux (comme se fut le cas récemment lors de la grève des marins français dirigée contre l'embauche de camarades asiatiques!), pour défendre l'économie nationale ("achetez français!"), etc... En Italie, le PCI utilise, par exemple, la grève pour solidariser les prolétaires avec les bourgeois "victimes" de la légitime vendetta des BR et l'interdit dans les entreprises pour ne pas mettre l'économie en danger (autrement dit pour ne pas toucher aux profits patronaux).

En Suisse, avec la crise capitaliste, de tel scénario, où la grève est dévoyée de ses buts initiaux, se sont déjà fréquemment produit (que l'on songe à Dubied, Technicair, Winkler pour ne citer qu'eux) et ne feront que se répéter à l'avenir, car la crise capitaliste loin d'avoir surmontée ses difficultés ne fait qu'exacerber toujours plus ses contradictions.

Demain, l'opportunisme parlera plus que jamais de "grève de protestation", de "grève limitée", "perlée", "tournante", de "grève de soutien aux négociations", de grève comme "moyen ultime" lorsque tous les autres moyens légaux, juridiques et parlementaires ont été épuisés. Les ouvriers doivent être préparés à affronter les saboteurs dans leurs rangs et savoir que seule la grève utilisée sans préavis et sans limitation préalable de durée impose non seulement le rapport de force le plus favorable pour l'obtention des revendications mais aussi unifie les prolétaires sur une base classiste!

ce que Jean Vincent (PdT) déclarait à l'Assemblée Nationale le 29 novembre dernier: "Fixer un contingent de police antiterroriste" (que Vincent désire fort de "200 agents, moyennant instruction de 300 agents pour être sûr d'en avoir 200...!"): "nous avons toujours dit, dès le début de la discussion et nous le répétons aujourd'hui de la manière la plus claire: "d'accord!"

Il apparaît donc nettement que si le Conseil fédéral avait eu la finesse de faire voter séparément le premier du deuxième contingent, le peuple suisse, guidé par la droite et la gauche bourgeoise, aurait voté massivement en faveur du corps de 300 hommes, véritable commando choc.

Le refus de la PFS n'est donc pas le refus sur le fond de la loi, mais sur sa forme. Ce n'est pas le principe du renforcement policier de l'Etat en période de crise capitaliste mondiale, qui est remis en question, mais son mode d'administration et de fonctionnement, jugé trop centralisateur, antifédéraliste et trop coûteux pour des finances fédérales déjà en piteux état. L'opportunisme ne fait donc que proposer des solutions moins onéreuses - par une meilleure utilisation sur le plan fédéral des polices cantonales spéciales déjà existantes ou en voie de formation - aux problèmes de sécurité d'Etat et de maintien de l'ordre social soulevés par la bourgeoisie. Furgler, contrairement à ce que peut en dire toute la presse bourgeoise et opportuniste, n'est pas perdant après ce vote, car demain il peut se mettre à l'oeuvre pour construire un corps solidement armé et entraîné de 300 hommes au minimum, étroitement lié sur le plan international à leurs collègues allemands de la GSG-9 et autres, en sachant cette fois-ci recevoir l'approbation générale de tout l'éventail parlementaire. Pour remplacer le trou de 1000 hommes il lui suffira, selon les propositions mêmes de l'opportunisme, de coordonner avec plus d'efficacité les corps cantonaux, de gonfler l'effectif des corps existants et d'encourager les cantons non équipés à se mettre à l'oeuvre.

Dans cet épisode, c'est la classe ouvrière qui a été bernée, qui a été trahie! La police antiterroriste que l'on construit aujourd'hui a pour fonction de réprimer les éléments les plus révoltés contre le barbarisme capitaliste, et dont la révolte individuelle - même si elle s'exprime politiquement par des théories non marxistes - fait apparaître à la bourgeoisie l'ombre d'une lutte de classe qui opposerait les ouvriers en armes contre l'Etat, ombre aux contours d'autant plus précis que la crise s'approfondit. Pour la bourgeoisie, lutter contre ces éléments est le terrain d'entraînement et de préparation à des affrontements futurs violents entre la classe ouvrière et l'Etat. C'est pourquoi accepter aujourd'hui que l'Etat s'arme contre le terrorisme c'est accepter non seulement la répression féroce qui s'abat sur des militants anticapitalistes sincères mais aussi donner les armes à la bourgeoisie pour élargir demain cette répression à l'ensemble du prolétariat.

PFS : après le vote, quelques conclusions

Le rejet, dimanche 3 décembre, du projet de PFS de Furgler et cie a fait crier "victoire" à tous les "opposants". Mais qu'en est-il de cette soit-disante victoire?

Tout d'abord, rappelons ce que défendait en réalité derrière le NON les organisations politiques et syndicales qui ont soutenu le référendum. Pour l'opportunisme, l'opposition à la PFS ne traduit pas l'antagonisme irréductible entre la classe ouvrière et le Capital, mais se veut la preuve irréfutable de son respect de l'ordre bourgeois démocratique. C'est en effet parce que les démocrates petits-bourgeois offrent toutes les garanties à l'Etat de respecter ses intérêts et son intégrité, qu'ils estiment inutile un corps de répression au service du "maintien de l'ordre". Les garants de l'ordre ce sont eux qui veulent en jouer le rôle en maintenant tout mouvement social dans les limites admissibles par l'Etat, c'est-à-dire dans les limites du légalisme et du débat parlementaire.

Quant à nous, nous avons toujours expliqué que non seulement le rôle de la PFS était de réprimer les mouvements revendicatifs, qu'ils s'expriment par la grève ou par des manifestations de rue, mais surtout qu'elle était une mesure préventive contre la classe ouvrière. Car la PFS en se donnant comme objectif la lutte contre le terrorisme s'arme en fait contre le spectre qu'il fait apparaître: la lutte de classe directe et forcément violente.

Pour comprendre l'attitude des différentes fractions de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie, il faut rappeler que le contingent de 1300 hommes de la PFS se scindait en deux groupes:

- a) un groupe de 1000 hommes destiné au "service de protection et d'ordre", dont le rôle aurait été d'assurer l'ordre lors de manifestations ou autres mouvements de masse.
- b) un groupe de 300 hommes formés spécialement à la lutte antiterroriste.

Le premier groupe est bien le seul à être égratigné par la gauche bourgeoise, PdT et PSS, car il les frustre de leur rôle d'agents anesthésiants et modérateurs des conflits sociaux. "Point n'est besoin de ces 1000 maneluks, dit-elle, car nous sommes là pour canaliser dans "les voies légales et pacifiques" toutes les manifestations de "révolte des prolétaires". Le NON à la PFS, n'est en fait que le moyen de défendre les méthodes qu'elle juge les plus efficaces pour la sauvegarde de l'Etat, à savoir celles prenant racine dans les illusions démocratiques.

En conséquence de cette position servile, elle ne peut faire autrement que d'accepter, dans un total consensus avec Furgler, le deuxième groupe, dit "antiterroriste", et encourager la Confédération à le rendre rapidement opérationnel. Il serait fastidieux de reprendre toutes les fracassantes déclarations des élus de "gauche" sur ce thème; nous nous bornerons à citer

Permanence du Parti

• A Lausanne: tous les samedis de 10 à 12 h. 32, rue Pré-du-Marché (1er étage à droite, - Atelier -).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE:
Editions Programme,
32, rue Pré-du-Marché
1004 Lausanne

éd. resp. F. Gambini
20, rue Jean Bouton
Paris